
Francia. Forschungen zur westeuropäischen Geschichte
Herausgegeben vom Deutschen Historischen Institut Paris
(Institut historique allemand)
Band 15 (1987)

DOI: 10.11588/fr.1987.0.53302

Rechtshinweis

Bitte beachten Sie, dass das Digitalisat urheberrechtlich geschützt ist. Erlaubt ist aber das Lesen, das Ausdrucken des Textes, das Herunterladen, das Speichern der Daten auf einem eigenen Datenträger soweit die vorgenannten Handlungen ausschließlich zu privaten und nicht-kommerziellen Zwecken erfolgen. Eine darüber hinausgehende unerlaubte Verwendung, Reproduktion oder Weitergabe einzelner Inhalte oder Bilder können sowohl zivil- als auch strafrechtlich verfolgt werden.

waffnung erwehren, nur wenige Jahre nach dem Zweiten Weltkrieg war das Frankreich nicht zuzumuten. Der von Jean Monnet vorgeschlagene und von Robert Schuman getragene Kompromiß, deutsche Einheiten in eine gemeinsame europäische Streitmacht einzugliedern, führte dann zu dem Vertrag über die Europäische Verteidigungsgemeinschaft (CED). Eine heftige und zermürbende Opposition in Frankreich sowie endlose Verhandlungen über Änderungen des Vertrages waren die Folge. Am 30. August 1954 lehnte die französische Nationalversammlung das Vertragswerk ab, die militärische Integration Europas fand nicht statt.

Die Position Schumans wurde durch die Turbulenzen um die CED immer mehr geschwächt, eine Kampagne der Gaullisten und Kommunisten gegen ihn erzwang im Januar 1953 seinen Rücktritt als Außenminister. Nach seinem Abschied vom Quai d'Orsay engagierte er sich weiterhin unermüdlich für die europäische Einigung und die deutsch-französische Zusammenarbeit in zahllosen öffentlichen Auftritten und Zeitungsartikeln. Raymond Poidevin erwähnt die hohe Achtung Schumans für Adenauer wie auch sein Verständnis für das Problem Nr. 1 der deutschen Politik, die Wiedervereinigung. Die Spaltung Deutschlands verglich er mit der Zweiteilung Frankreichs während der deutschen Besetzung. Robert Schuman glaubte nicht daran, daß die Bundesrepublik den hohen Preis bezahlen würde, für die Erlangung der Wiedervereinigung ihre Westbindung zu lösen. Für ihn, den Europäer, schien die Integration eines freien Gesamtdeutschland in Europa die einzig mögliche Vision zu sein.

Raymond Poidevin schließt seine umfangreiche Biographie mit dem Appell, das Wirken Robert Schumans für die deutsch-französische Versöhnung und die europäische Einigung mehr als bisher zu würdigen. Man darf hinzufügen, daß sein Buch dafür einen wertvollen Beitrag leistet. Man sollte vor allem nicht vergessen, daß das Werk Schumans unvermindert aktuell ist, und damals wie heute können wir feststellen, daß Europa in der gegenwärtigen Gestalt nur »un point du départ« ist, dem weitere Schritte folgen müssen.

Rudolf MITTENDORFER, München

Willi ALBRECHT (Hg.), Kurt Schumacher. Reden – Schriften – Korrespondenzen 1945–1952, Berlin–Bonn (J. H. W. Dietz Nachf.) 1985, 1045 p. (Internationale Bibliothek, 107).

Alors que volume après volume, l'édition de Rhöndorf compile les témoignages de Adenauer et que l'historiographie ouest-allemande, qui s'approprie peu à peu les années 50, fait naturellement une place de choix au premier chancelier de la RFA, voici un livre pour mieux connaître son rival et contradicteur le plus acharné, Kurt Schumacher. Le volume de Willy Albrecht, de la Friedrich-Ebert-Stiftung, réunit près de 150 documents émanants du premier président du parti social-démocrate après la guerre et illustrant son action politique de 1945 jusqu'à sa mort en 1952. Avec ce livre, on dispose enfin d'un instrument de travail sérieux sur Schumacher: Albrecht ne s'est en effet pas contenté de reprendre les discours ou les prises de positions publiques, d'ailleurs en partie déjà publiées dans deux anthologies plus anciennes¹, il a complété son choix d'une sélection judicieuse de lettres et de documents internes au SPD, inédits jusqu'ici. Le tout est regroupé en 8 chapitres selon une progression thématique et chronologique et assorti d'un appareil critique irréprochable comprenant des notes biographiques, des informations éclairant le contexte historique et politique, ainsi que des renvois bibliographiques. Enfin, Albrecht a fait précéder les 850 pages documentaires d'une substan-

1 S. Turmwächter der Demokratie. Ein Lebensbild von Kurt Schumacher. Hg. von Arno SCHOLZ und Walther G. OSCHILEWSKI, 3 vol., Berlin 1952–54, et Kurt SCHUMACHER, Bundestagsreden, hg. von Annemarie Renger, Bonn 1972 (A. Renger a été de longues années durant la secrétaire de Schumacher).

tielle introduction, elle-même forte de 150 pages. Sans remplacer la grande biographie de Schumacher, qui fait toujours défaut², son texte très informatif a suffisamment de tenue pour être plus qu'un préambule. L'éditeur a du reste choisi de le publier aussi séparément dans sa collection de poche³.

Un des apports précieux de l'introduction est de nous éclairer sur la vie et la carrière politique de Schumacher avant 1945. C'est en effet dans cette période que se sont formées les deux convictions essentielles qui déterminent son action ultérieure. Du naufrage de la République de Weimar, qu'il a vécu comme journaliste politique, puis comme député au parlement régional de Stuttgart et au Reichstag, Schumacher croit pouvoir conclure que seul le SPD est capable de reconstruire la démocratie. Malgré ses erreurs, il est pour lui le seul parti à avoir vraiment défendu la République face à la montée des radicalismes: »Die einzige Partei ... deren Politik der Demokratie und des Friedens die Probe vor dem Richterstuhl der Geschichte bestanden hat.« Schumacher critique tout autant le courant libéral, trop faible et trop superficiellement démocrate que le parti communiste, qu'il considère comme co-responsable de la venue d'Hitler au pouvoir. De là découle après 1945 son refus opiniâtre des alliances et la stricte démarcation du KPD. L'autre expérience fondamentale du leader social-démocrate est celle de la captivité. Après dix ans de souffrance dans les camps de concentration nazis, il se sent investi, lui et ses camarades résistants du SPD, d'une légitimité suffisante pour prétendre jouer immédiatement un rôle actif dans la reconstruction de son pays. Comme il le dit avec amertume en juin 1947, lors d'une conférence socialiste internationale à ceux qui demandent pourquoi les Allemands n'ont pas résisté: »Warum wir keinen Widerstand geleistet haben, ist gefragt worden. Nun, wir waren ja schließlich zunächst einmal 6 Jahre allein, bevor uns andere in den Konzentrationslagern besuchten.« Dès l'été 1945 s'exprime son impatience face à l'omnipotence de l'occupant et son désir de voir bientôt les Allemands »regieren« et non plus seulement »verwalten«. C'est bien entendu pour la même raison qu'il refusé avec véhémence l'idée de culpabilité collective du peuple allemand, une idée d'autant plus nocive, qu'elle permet aux nazis de s'abriter derrière le dos des antifascistes en noyant leur culpabilité dans celle de la collectivité.

Deux idées-forces, confortées donc par son expérience d'avant 1945, dirigent l'action politique de Kurt Schumacher, qu'il s'agisse de la période d'occupation ou des premières années de la RFA. La première, c'est qu'il n'y a pas de démocratie sans socialisme. Cela implique l'instauration d'une démocratie économique qui, sans exclure le marché, suppose des mesures de socialisation. Mais déposséder le grand capital n'est pas seulement nécessaire pour réussir le relèvement économique, il s'agit d'une nécessité politique. Car c'est seulement en abolissant le pouvoir de l'argent qu'on fera adhérer les classes moyennes à la démocratie. L'autre idée-clé dans la pensée de Schumacher est qu'on ne peut transiger sur le droit des Allemands à l'auto-détermination. Préserver, puis, après 1949, recouvrer l'unité du Reich est selon Schumacher »nicht nur nationalpolitisch, sondern auch klassenpolitisch eine Notwendigkeit«. Comme un Jaurès, auquel il lui arrive de se référer, il pense que la libération des masses n'est envisageable que dans le cadre national.

Pour expliquer l'échec de Schumacher on a souvent, et avec raison, évoqué des erreurs tactiques. A cet égard, les faiblesses du leader social-démocrate sont à la lecture rapidement sensibles. Les textes frappent la plupart du temps par leur puissance verbale et leur force de persuasion. Mais ils dénotent aussi, même lorsqu'il ne s'agit pas de manifestes, un rigorisme, un goût de l'hyperbole qui sans doute ne faciliteraient pas le dialogue. Les quelques interviews reproduits dans le livre, émaillés de répliques cinglantes, sont très significatifs. Chez Schuma-

2 On ne dispose aujourd'hui que de la biographie de Lewis J. EDINGER, Kurt Schumacher, Persönlichkeit und politisches Verhalten, Köln-Opladen 1967.

3 Willy ALBRECHT, Kurt Schumacher, ein Leben für den demokratischen Sozialismus, Bonn 1985 (Reihe praktische Demokratie).

cher, la fidélité aux principes, la conviction d'avoir raison se traduisaient manifestement trop souvent par l'incapacité de faire des compromis, par l'arrogance et même, pire, par un certain aveuglement politique.

Mais plus de «flexibilité n'auraient sans doute pas suffi, car c'est par la nature même de ses idées que Schumacher allait à contre-courant. Sur le plan intérieur, les raisons de son échec sont trop connues pour qu'on s'y attarde. Ses espoirs ont été réduits à néant par le succès de la politique d'Erhardt. Le «miracle économique» a contredit son analyse économique de, selon laquelle le capitalisme serait structurellement incapable de mener à bien la reconstruction. Il a infirmé aussi son analyse politique qui tablait sur un ralliement massif au SPD des classes moyennes, détachées de la coalition gouvernementale par l'exacerbation des injustices sociales.

Quant à sa conception de la politique étrangère, elle avait somme toute quelques points communs avec celle de son adversaire chrétien démocrate: comme Adenauer, Schumacher pensait que le danger venait avant tout de l'Union soviétique; comme lui, il se plaçait résolument dans le camp des démocraties occidentales. Enfin, son espoir que l'Etat provisoire d'Allemagne de l'ouest exercerait un «effet d'attraction» (*Magnetwirkung*) sur la «zone soviétique» n'était pas si loin de l'idée adenauerienne de la RFA comme «*deutscher Kernstaat*». Mais là s'arrêtent les similitudes. Sur le point fondamental, le chef de l'opposition est radicalement hostile au chancelier: pour lui, il y a primauté absolue de l'objectif de réunification sur celui de l'ancrage à l'ouest. La politique du chancelier, qui consiste à «acheter» la souveraineté de la RFA en acceptant son intégration dans le bloc occidental est dans ces conditions une illusion, puisque compromettant la réunification, elle revient à payer en aliénant cette souveraineté-même. L'accord de Petersberg est donc condamné puisqu'il repose sur des «concessions préalables» (*Vorleistungen*): L'adhésion comme membre non-souverain à la haute-autorité de la Ruhr contre la seule promesse d'une élévation des niveaux de production et d'une diminution des réparations. Le refus de la CECA et de la CED sont plus intéressants encore, car ils révèlent bien la logique intrinsèque des positions de Schumacher. Celui-ci est contre le pool charbon-acier comme expression de «l'Europe-société anonyme» (*Europa AG*). Sa référence à lui n'est pas la petite Europe «clérico-capitaliste», mais un ensemble plus vaste intégrant les pays scandinaves et surtout la Grande Bretagne du Labour Party. Ce sont certes des options de politique intérieure qui sont ici en jeu, mais comme le dit Schumacher: «*Der Kampf um die Außenpolitik ist zur gleichen Zeit auch der Kampf um die Innenpolitik und um den sozialen Inhalt des demokratischen Staatswesens Bundesrepublik*». Si donc l'engagement dans l'Europe des mercantis renforce le capitalisme en RFA, il compromet la réunification, car seule une Allemagne de l'ouest économiquement prospère et socialement progressiste peut exercer son effet d'attraction sur la RDA. Le projet de CED est considéré comme inacceptable pour la même raison: il déclenchera inmanquablement une spirale du réarmement, si bien que le facteur militaire étouffera toute possibilité de «*Magnetwirkung*». Schumacher à propos du concept de «*Politik der Stärke*»: «*Jetzt wird in Deutschland die Diskussion geführt, als ob militärische Macht die einzige Form der Stärke sei. Aber... Divisionen (können) die geistige Kraft und die wirtschaftliche und soziale Grundlage nicht ersetzen.*» Reste à savoir si en période de guerre froide, une réunification par le jeu d'une sorte de concurrence pacifique des systèmes avait une chance de réussite. Dans un système international de plus en plus dominé par la logique des blocs, la position de Schumacher n'était pas tenable. Aussi, on ne s'étonnera pas qu'à la fin de sa carrière, le chef du SPD ne semble plus autant hostile à l'idée de neutralisation qu'il l'affirmait auparavant. Certaines déclarations faites à propos des notes soviétiques de l'automne 1950 et du printemps 1952 manquent en tout cas de netteté à ce sujet (cf. pp. 922-23 et 965).

Si Schumacher est aujourd'hui assez rarement évoqué, c'est certes à cause de son échec politique personnel, mais aussi parce que dans l'histoire de son propre parti, il appartient depuis Bad Godesberg et le discours de Herbert Wehner du 30. 6. 1960 à une période révolue.

A cet égard, l'anthologie de Willy Albrecht ne modifie pas fondamentalement notre image du leader social-démocrate. Celui-ci continue d'apparaître surtout comme une figure-clé de la période d'occupation. Sur ce plan, les documents ici réunis mettent bien en lumière l'importance de son action, durable au moins dans deux domaines, la réorganisation du SPD et le degré de centralisme finalement adopté dans le Grundgesetz.

Alain LATTARD, Paris

Andreas HILLGRUBER, *Europa in der Weltpolitik der Nachkriegszeit 1945–1963*, München (R. Oldenbourg) 1987, 204 p., dritte überarbeitete Auflage (Oldenbourg Grundriß der Geschichte, 18).

Rudolf MORSEY, *Die Bundesrepublik Deutschland. Entstehung und Entwicklung bis 1969*, München (R. Oldenbourg) 1987, 274 p. (Oldenbourg Grundriß der Geschichte, 19).

Les deux volumes dont nous rendons compte appartiennent à une collection de manuels historiques déjà bien connue. La spécificité de cette collection consiste dans une division en trois parties de toutes les volumes selon un principe inspiré par la collection «Nouvelle Clio»: La première partie, une centaine de pages dans les volumes de Hillgruber et de Morsey, présente dans une forme succincte l'état des connaissances sur l'époque traitée; la deuxième partie contient une discussion des problèmes et directions de recherche; la troisième partie est une bibliographie systématique assez développée (799 titres chez Hillgruber, 893 chez Morsey). Des annexes avec des tableaux de données chiffrées économiques et politiques, une chronologie et un index constituent un complément fort utile. On voit tout de suite que les volumes de cette collection sont des instruments de travail indispensables pour l'étudiant comme pour l'enseignant.

Avec les volumes de Hillgruber et de Morsey, la collection arrive à l'époque après 1945, seuil que les historiens hésitent parfois encore à franchir. Les auteurs s'arrêtent dans les années 60 quand, avec la fin de la guerre froide et l'arrivée au pouvoir de la coalition SPD/FDP à Bonn l'après-guerre prend fin (comme le chancelier Erhard a proclamé en 1965). La performance des deux historiens allemands éminents apporte une preuve de plus que les problèmes et les obstacles bien connus (nonaccès à une partie importante des sources, manque de distance) n'empêchent pas de faire un travail historique solide.

Le volume de Hillgruber est déjà la troisième édition refondue d'un livre paru en 1978. La remarque justifiée dans la nouvelle préface que les progrès de la recherche des dernières années ne donnent pas lieu à modifier les grandes lignes du texte témoigne de la qualité du travail. Dans une centaine de pages denses et concises l'auteur décrit et analyse l'histoire de l'Europe en rapport avec le conflit est-ouest, de la fin de la deuxième guerre mondiale à la fin de la crise de Cuba. Il s'agit donc d'une histoire des relations internationales dans laquelle le problème allemand tient une place capitale. Sans prétendre à une neutralité politique impossible le texte se distingue somme toute par des jugements nuancés et pondérés, aussi éloignés des apologies un peu courtes de la politique américaine que d'une critique globale, plus politique que scientifique de la politique soviétique.

La deuxième partie – problèmes de recherche –, malheureusement un peu trop brève, souligne d'abord les difficultés et les inégalités de la documentation. La plupart des archives restaient fermées jusqu'aux toutes dernières années; de ce fait, la recherche historique sérieuse n'a pu se développer vraiment que depuis dix ans environ. Puisque les archives gouvernementales ne sont ouvertes, selon la règle des 30 ans, que jusqu'au milieu des années 50, la situation se présente fort différemment pour les deux moitiés de l'époque traitée. Par conséquent les travaux sont beaucoup plus nombreux pour les années 1945/55 que pour la période ultérieure; les analyses sur celle-ci ont inévitablement un caractère plus fragile et plus provisoire. Inégalité